L'Allemagne, un pays d'immigrés

Thomas Petersen

Traducteur : Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4890>

DOI : 10.4000/rea.4890

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2015

Pagination : 23-33

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Thomas Petersen, « L'Allemagne, un pays d'immigrés », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 118-119 | décembre 2015, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4890> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.4890>

L'Allemagne, un pays d'immigrés

Thomas Petersen

De l'autre bout du continent nous parvenaient de terribles nouvelles. Du seul fait de leur appartenance religieuse, un nombre incommensurable d'honnêtes citoyens se trouvaient privés de leurs droits civiques, en butte à d'incessantes brimades et contraints de se réfugier dans la clandestinité. Et des dizaines de milliers d'entre eux durent fuir leur pays pour chercher asile dans une nouvelle patrie.

Dans celle-ci, on se demanda alors quel accueil réserver à tous ces migrants. Le gouvernement ayant décidé de les laisser entrer, ils affluèrent en masse. Puis, soudainement, les autochtones s'aperçurent que le monde autour d'eux n'était plus le même, tant il y avait de gens qui parlaient une autre langue que la leur et qui vivaient de surcroît selon des us et coutumes étrangers. En un bref laps de temps, le pays d'accueil vit son nombre d'habitants tripler ; quant à celui de la capitale, il doubla en l'espace d'une seule décennie. Des quartiers entièrement nouveaux surgirent de terre. Et en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, les immigrés jouèrent un rôle essentiel dans les domaines clés de l'économie comme de la cité.

Le pays où se produisaient ces événements était l'Electorat de Brandebourg, et sa capitale, Berlin. Les immigrés étaient des protestants français que l'édit de Fontainebleau, qui révoquait en 1685 l'édit de Nantes, avait contraints à reconstruire leur vie ailleurs. Les descendants de ces huguenots sont présents, aujourd'hui encore, dans la vie publique allemande. Parmi eux, l'actuel ministre fédéral de l'Intérieur, Thomas de Maizière, dont les ancêtres avaient dû fuir Metz avant de trouver refuge dans le Brandebourg...

Thomas Petersen, docteur en sciences de la communication, est chercheur à l'Institut für Demoskopie d'Allensbach. Il enseigne également à l'Université de Mayence. Dans le quotidien F.A.Z., il publie régulièrement les « Allensbach-Analysen » sur l'état de l'opinion.

L'immigration fait partie intégrante de l'histoire allemande

Cet épisode illustre combien les Allemands sont habitués de longue date à vivre avec des étrangers au sein de leur pays. Tout au long des siècles, leur pays n'a cessé de surmonter le défi d'importantes vagues successives d'immigration, une expérience probablement plus marquée que celle des autres pays européens du fait de la situation centrale de l'Allemagne sur le continent. Tantôt, comme au XVII^e siècle, ces immigrés venaient de l'ouest, tantôt ils affluaient du sud ou de l'est, comme ce fut le cas à la fin du XIX^e siècle, lorsque des centaines de milliers de Polonais ou d'Italiens trouvèrent refuge dans la région de la Ruhr où ils ont fini par représenter un septième de la population. Dans nombre de villes industrielles, ils en constituaient même la majorité.

Plus près de nous, l'histoire de l'après-guerre aussi est marquée par les mouvements migratoires, surtout dans l'Ouest de l'Allemagne. Dès sa constitution, la jeune République fédérale, qui comptait alors 51 millions d'habitants, dut intégrer neuf millions de réfugiés et d'Allemands expulsés venus des régions orientales du Reich. On peine à imaginer aujourd'hui l'ampleur du défi que cela représentait pour un pays que la dictature nazie et la guerre avaient réduit en ruines et condamné à la famine. Il fut pourtant relevé, grâce à la Loi sur la péréquation des charges (*Lastenausgleichsgesetz*) adoptée en 1952, et qui faisait obligation aux Allemands dont le patrimoine avait été épargné par la guerre de

XVII^e – XIX^e siècles :
huguenots, Polonais, Italiens...

Années 1950 :
9 millions de réfugiés

mettre à disposition de ces personnes déplacées la moitié de ce qu'ils possédaient en 1948 – une péréquation toutefois étalée sur près de 30 ans.

**Puis :
« travailleurs invités »
et « rapatriés »**

D'autres vagues d'immigration suivirent : dès 1955, l'industrie allemande se mit à recruter massivement hors des frontières, d'abord en Italie, puis entre autres au Portugal, en Grèce, dans ce qui était alors la Yougoslavie, et ensuite surtout en Turquie. Le millionième « travailleur invité » (*Gastarbeiter*), comme on appelait à l'époque ces immigrés, fut solennellement accueilli à la gare de Cologne-Deutz en 1964. En 1973, on en dénombrait 2,6 millions, une grande partie des membres de leur famille les ayant rejoints à partir de 1966. Ensuite, à la fin des années 1980, ce furent plus de 3 millions de « rapatriés » (*Aussiedler*), c'est-à-dire des descendants d'Allemands qui s'étaient installés en Europe de l'Est plusieurs siècles auparavant, et qui, maintenant que les frontières se rouvraient, rentraient au pays de leurs aïeux.

**Les Allemands :
une population métissée**

Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, un habitant sur cinq a, comme le formulent les statistiques officielles, un « arrière-plan migratoire » (*Migrationshintergrund*), c'est-à-dire qu'il est lui-même un immigrant ou l'enfant d'au moins un parent immigré, ou alors qu'il n'a pas la nationalité allemande, ni non plus au moins un de ses parents (voir *REA* 77/2006 et 98-99/2010). Dans les grandes villes du sud-ouest, la part de la population issue de l'immigration est nettement plus importante encore : à Francfort-sur-le Main, par exemple, elle atteint 43 %, 39 % à Stuttgart ou 36 % à Nuremberg. Dans ces trois villes, les enfants d'immigrés sont même aujourd'hui majoritaires chez les moins de 18 ans. Il n'en va pas de même dans l'est de l'Allemagne (ex-RDA), où la part de la population étrangère ou immigrée est restée très faible jusqu'à aujourd'hui.

Une intégration réussie

La plupart de ces personnes arrivées en Allemagne au fil des décennies sont bien intégrées dans la société. Seule une relativement petite minorité vit aujourd'hui dans ce qu'il est convenu d'appeler des « sociétés parallèles » ; quant aux quartiers sensibles, ils se limitent à quelques pâtés d'immeubles dans quelques grandes villes. Contrairement à d'autres pays, l'Allemagne ne connaît pas ces « banlieues » colonisées par une population immigrée vivant à l'écart de la population autochtone.

Tout porte donc à croire que c'est cette longue expérience avec les immigrés, accumulée surtout par la population ouest-allemande, qui explique la relative sérénité comme le pragmatisme avec lesquels les Allemands font face actuellement à l'afflux de migrants fuyant la Syrie, l'Afrique ou les Balkans.

Serviabilité et pragmatisme

**Un million de demandeurs
d'asile ou plus en 2015**

Au vu du nombre de personnes arrivant en Allemagne, sans commune mesure avec celui de toutes les vagues précédentes, ce pragmatisme est digne d'être souligné. Lorsque le ministre fédéral de l'Intérieur, Thomas de Maizière, annonçait en août que, selon les prévisions du gouvernement fédéral, le nombre de demandeurs d'asile atteindrait 800 000 à la fin de l'année, il ne surprit probablement guère l'opinion. Depuis, les prévisions vont jusqu'à un million et demi de personnes – sur la seule année en cours. Le nombre le plus important de demandeurs d'asile jamais enregistré en Allemagne était de 430 000 en 1992 – soit la moitié seulement des prévisions les plus prudentes pour 2015.

**Quelques actes de violence
en réaction...**

Comment les Allemands gèrent-ils cette situation ? L'inquiétude de voir se retourner un jour leur bienveillante patience en une attitude de refus et d'agressivité est parfaitement légitime. D'autant plus que de premiers signes précurseurs se manifestent : le mouvement anti-immigration qui, dans certaines régions est-allemandes, amenait régulièrement des milliers de manifestants à protester dans la rue voici un an, mais qui avait entre-temps vu se réduire l'adhésion de la population, connaît un regain depuis plusieurs semaines. Depuis plusieurs mois s'accumulent également les informations sur les incendies volontaires dans les immeubles en cours de rénovation pour l'accueil des demandeurs

d'asile. On constate même les premières manifestations de violence : ainsi, en août dernier dans la petite ville de Heidenau en Saxe, où 150 extrémistes de droite avaient couvert d'injures les demandeurs d'asile devant un centre d'accueil et attaqué les forces de l'ordre à coups de pierres et de pétards. Et le 17 octobre, à Cologne, l'élue municipale Henriette Reker a été grièvement blessée par un agresseur qui lui avait porté plusieurs coups de couteau lors d'une manifestation de campagne électorale. Elle était encore dans le coma quand, le lendemain, elle a été élue maire de Cologne à la majorité absolue. Vis-à-vis de la police, l'agresseur a déclaré que ce qui avait motivé son acte était le cap libéral de H. Reker en matière de politique d'immigration.

Une comparaison avec la situation du début des années 1990 vient immédiatement à l'esprit. A l'époque aussi, la population s'était d'abord montrée bienveillante avant que la nervosité et le refus ne prennent le dessus. A l'automne 1992, dans un sondage représentatif mené par l'Institut für Demoskopie d'Allensbach (IfD), 53 % des personnes interrogées se disaient inquiètes de constater que rien n'était entrepris pour endiguer l'afflux massif de demandeurs d'asile. 72 % disaient ne rien avoir contre les étrangers, tout en estimant qu'il « y en [avait] tout simplement trop » en Allemagne. 38 % déclaraient même qu'elles signeraient le cas échéant une pétition contre la construction d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile dans leur commune. Et une minorité non négligeable des Allemands (près d'un quart des sondés) montrait même une certaine compréhension pour des actes de violence à l'encontre des étrangers.

Or, contrairement aux apparences, la situation actuelle est très différente de ce qu'elle était voilà vingt ans. Depuis le début, la tendance de fond de l'opinion qui se dessine est moins celle du mécontentement que celle du désarroi. Et malgré les signes de radicalisation de certains groupuscules évoqués ci-dessus, dans son ensemble, l'opinion allemande est restée jusqu'ici constante.

L'information sur la fuite en masse des habitants du Proche-Orient, et tout particulièrement celle sur les migrants à la dérive en mer Méditerranée a suscité une profonde émotion chez les Allemands. C'est ce que révèle une série de questions posée par l'IfD en mai 2015 à un échantillon représentatif de la population allemande, entre autres celle qui demandait aux sondés sur quels thèmes ils s'étaient le plus souvent entretenus avec d'autres dans la période précédant le sondage. Pour ce faire, les sondeurs demandaient aux personnes interrogées de cocher dans une liste de 17 thèmes proposés.

... mais rien de comparable avec l'hostilité des années 1990

C'est le désarroi qui prédomine dans l'opinion allemande

Le sort des migrants en mer Méditerranée a profondément ému les Allemands

Tableau 1. Sujets de conversation

Question : « Voici une liste avec différents thèmes. Sur lesquels vous êtes-vous le plus souvent entretenus dernièrement avec votre entourage ? »	
Réponses (extraits) :	
Le temps qu'il fait	64 %
Les naufrages des migrants en Méditerranée	62 %
La famille, le couple, les enfants	60 %
La santé, les questions médicales	58 %
Les projets de congés, de voyages	57 %
L'immigration en Allemagne	53 %
L'alimentation	50 %
La situation en Grèce	48 %
Le conflit entre la Russie et l'Ukraine	37 %
Les embouteillages et les travaux sur les routes	34 %
La situation au Proche-Orient, en Irak et en Syrie	30 %
Les problèmes que rencontre la <i>Bundeswehr</i>	11 %

Source : Allensbacher Archiv, IfD-Umfrage n° 11039, mai 2015.

Dans cette liste, la météo joue un rôle clé : tout le monde parle toujours du temps qu'il fait. Ce sujet est donc l'aune à laquelle se mesure ce qui préoccupe fortement les gens, puisqu'on évoque ces thèmes presque aussi souvent que la pluie et le beau temps. C'était le cas des personnes fuyant leurs pays en

guerre. En mai 2015, c'est-à-dire à un moment où le débat public portait bien moins encore sur la vague des migrants que sur la crise grecque, 64 % des personnes interrogées disaient s'être souvent entretenues dernièrement de la météo. Immédiatement après vient, avec 62 % des réponses, la question des naufrages des migrants en Méditerranée. Les sujets de conversation 'classiques' comme la famille, la santé ou les vacances figurent loin derrière (voir tableau 1). A l'époque, l'arrivée des réfugiés en Allemagne occupait certes moins les esprits que le sort des migrants tentant de traverser la Méditerranée, mais 53 % des sondés, tout de même, disaient qu'il s'agissait d'un de leurs sujets de conversation fréquents. Cette problématique venait ainsi avant les thèmes alors en tête de l'agenda médiatique : la situation en Grèce et le conflit ukrainien.

Entre-temps, elle a encore gagné en importance dans les préoccupations des Allemands. Au mois de mai, à la question : « *Pensez-vous que l'Allemagne est en mesure d'accueillir plus de réfugiés encore ?* », ils étaient d'avis partagé, 31 % répondant par oui et 35 %, soit presque autant, par non. En août 2015, en revanche, une relative majorité de 45 % (contre 32 % d'avis contraires) estimait que l'Allemagne ne pouvait pas accueillir plus de réfugiés.

Face à l'afflux de réfugiés en RFA,
des préoccupations pragmatiques

A la fin du printemps, les réponses des sondés à la question de savoir comment réagir face à l'afflux des réfugiés étaient nettement plus marquées par une quête pragmatique de solutions humanitaires que par le désir de protéger à tout prix l'Allemagne des migrants affluant en Europe. Ainsi, au mois de mai, une large majorité de 81 % des personnes interrogées approuvait la proposition de renforcer la lutte contre les passeurs, 69 % prônaient de renforcer l'aide au développement dans les pays d'origine des migrants, et 66 % déclaraient que l'Europe devrait déployer plus de navires dans la Méditerranée pour éviter que ne se produise une nouvelle crise des migrants. Enfin, 62 % approuvaient le projet d'introduire des quotas de répartition des réfugiés entre les Etats de l'UE.

Et le souci de leur
réserver le meilleur accueil

55 % se prononçaient pour une amélioration des conditions dans les centres d'accueil, et même la proposition peu conventionnelle d'accorder aux réfugiés un droit de résidence probatoire recueillait une majorité de 53 % de réponses favorables. A l'inverse, seule une minorité de 25 % des personnes interrogées étaient d'accord pour dire que l'Allemagne devrait prioritairement accueillir les réfugiés requis pour répondre à la demande sur le marché de l'emploi. Et seulement 17 % approuvaient la proposition radicale d'intercepter les migrants avant qu'ils n'atteignent l'Europe et de les reconduire chez eux.

Tout aussi impopulaires étaient aussi, au demeurant, les propositions visant à faciliter l'immigration. 20 % seulement des sondés disaient qu'on devrait faciliter l'accueil des demandeurs d'asile en Allemagne. Et encore moins, à savoir 7 %, étaient d'avis qu'il convenait d'accueillir en Europe sans distinction tous les réfugiés et leur conférer un droit de résidence illimité. Mais, contrairement à ce que pouvait laisser penser le débat public en Allemagne, Allemands de l'est et de l'ouest ne se distinguent guère dans leurs réponses. Certes, dans les nouveaux Länder de l'est, les personnes interrogées sont un peu plus nombreuses qu'à l'ouest à se prononcer pour contrôler l'immigration, mais sur l'ensemble des questions énumérées sur la liste, la différence entre les taux de réponse se limite à peu de points de pourcentage. Autrement dit, fondamentalement, à l'ouest comme à l'est, le schéma des réponses était quasi identique.

Mais inquiétudes quant aux
conséquences de cet afflux massif

Quand on se penche plus en détail sur l'attitude des Allemands vis-à-vis des réfugiés, on s'aperçoit qu'ils sont très inquiets des conséquences que peut avoir cette immigration. Ainsi, au mois de mai, 65 % des personnes interrogées par l'Institut IfD disaient craindre que l'Europe ne soit plus capable de gérer l'afflux des réfugiés s'il se poursuivait ainsi. Presque autant (63 %) pensaient qu'il nourrirait la xénophobie en Allemagne. 50 % se montraient d'accord avec l'assertion : « *Beaucoup de réfugiés abusent de notre système social* », et 50 % avaient peur que de nombreux réfugiés ne règlent sur le sol allemand les conflits importés de leurs pays d'origine.

Mais face à ces craintes est apparue également toute une série de points positifs. Ainsi, 53 % des personnes interrogées partageaient l'idée selon laquelle le fait même que tant de migrants choisissent de se réfugier en Allemagne prouve que l'Allemagne est attractive, et 49 % soulignaient que le triste sort des réfugiés ne les laissait pas indifférents. Tout autant étaient persuadés que la plupart des migrants arrivés en Allemagne avaient envie de travailler dans ce pays. A l'inverse, les idées reçues négatives comme celle que les réfugiés commettraient plus souvent que les Allemands des crimes et délits, qu'ils constitueraient une menace pour la culture allemande ou prendraient le travail des Allemands, n'étaient partagées que par de petites minorités en comparaison.

C'est toutefois sur ces derniers points que les divergences entre Allemands de l'est et de l'ouest étaient les plus nettes. Alors que, à l'ouest, seulement 25 % des sondés disaient que les réfugiés commettaient souvent des crimes et délits, ils étaient 39 % à l'est. Mais bien que le climat de l'opinion soit nettement moins accueillant dans les nouveaux Länder, une minorité d'un quart seulement des sondés exprimait un farouche refus de l'accueil des réfugiés (voir tableau 2).

Des craintes plus fortes à l'est

Tableau 2. L'image des réfugiés dans la population allemande.

Question : « Sur cette liste, il y a un certain nombre de choses que nous avons entendu dire à propos des réfugiés. Lesquelles diriez-vous, vous aussi ? »		
Réponses	Ouest	Est
J'ai peur que l'Europe ne soit plus à la hauteur de l'afflux des réfugiés	63 %	72 %
Avec tous ces réfugiés, la xénophobie va augmenter	63 %	68 %
Que tant de réfugiés arrivent chez nous montre que l'Allemagne est attractive	53 %	49 %
Beaucoup de réfugiés abusent de notre système social	50 %	61 %
Beaucoup de réfugiés règlent leurs conflits internes chez nous	50 %	57 %
Le triste sort des réfugiés ne me laisse pas indifférent	50 %	37 %
La plupart des réfugiés ont envie de travailler ici	49 %	35 %
Il est généralement très difficile de refouler les réfugiés	43 %	40 %
Beaucoup de réfugiés sont très qualifiés pour le marché du travail	34 %	30 %
Les réfugiés commettent souvent des crimes et délits	25 %	39 %
Tous ces réfugiés sont une menace pour notre civilisation	20 %	24 %
Les réfugiés sont un enrichissement pour notre civilisation	19 %	16 %
Je me suis déjà demandé comment je pourrais aider les réfugiés	18 %	12 %
A l'avenir, les réfugiés vont prendre leur travail aux Allemands	16 %	22 %

Source : Allensbacher Archiv, IfD-Umfrage n° 11039, mai 2015.

L'impression qui se dégage de ce sondage, c'est que, dès le printemps 2015, les Allemands sont en proie à des sentiments contradictoires face aux défis de la vague de migrants. D'un côté, ils désirent leur venir en aide et leur prêtent majoritairement des intentions honnêtes, mais de l'autre, ils ressentent un profond malaise se traduisant par une certaine perplexité. L'une des questions posées dans ce sondage était celle-ci : « Est-ce que l'Allemagne devrait se montrer prête à accueillir autant de réfugiés que nous pouvons loger et nourrir, ou bien est-ce que l'Allemagne devrait plutôt essayer d'en accueillir le moins possible ? ». 31 % des personnes interrogées s'étaient prononcées pour en accueillir le plus possible, 33 % pour « le moins possible », et 36 % étaient indécis ou ne se prononçaient pas.

**Au total :
une profonde perplexité,
voire un grand désarroi**

Une telle structuration des réponses est bien connue en sciences des sondages : lorsque, à une question avec deux possibilités de réponses, les sondés optent à un tiers pour la première possibilité, autant pour la deuxième, et que le dernier tiers ne se prononce pas, cette situation traduit toujours un profond désarroi.

Comment gérer une migration des peuples

Depuis les estimations chiffrées avancées au mois de mai, le nombre des réfugiés affluant en Allemagne s'est encore considérablement accru ; et peu à peu se dégage chez les Allemands une certaine exaspération. En août 2015, à la

Inquiétude croissante

question : « L'évolution actuelle de la situation des réfugiés en Allemagne est-elle pour vous un sujet d'inquiétude ? », 40 % des personnes interrogées répondaient que cette situation suscitait chez eux une grande inquiétude. En octobre, elles étaient 53 %. A l'automne, les Allemands n'étaient plus que 8 % à dire que cette situation ne les inquiétait pas ou guère (voir graphique 1).

Graphique 1. Une inquiétude croissante.

Question : « Comment sentez-vous les choses : est-ce que l'évolution actuelle de la situation des réfugiés en Allemagne est un sujet d'inquiétude ? Diriez-vous que cette situation vous inquiète beaucoup, un peu, guère ou pas du tout ? »

Source : Allensbacher Archiv, IfD-Umfragen n° 11042, 11045, 11046 (août, sept. et oct. 2015).

Perte de confiance dans la capacité du gouvernement à contrôler la situation...

A l'évidence, une part croissante des Allemands a l'impression que le gouvernement fédéral commence à perdre le contrôle de la situation. Et aujourd'hui, ils sont de plus en plus nombreux à se demander si la chancelière Merkel ne s'est pas un peu trop avancée quand elle affirmait à la fin de l'été : « *Nous y arriverons* » (« *Wir schaffen das* »). Parmi les questions posées par l'Institut IfD en octobre 2015 figurait celle-ci : « Si vous vous représentez toutes les difficultés et les mesures à prendre dans le cadre de la question des réfugiés, alors à quel point faites-vous confiance dans la capacité du gouvernement à contrôler la situation ? ». A peine 16 % répondaient avoir pleine confiance. Une majorité de 50 % avouait n'avoir « pas très grande confiance », ce qui, selon les enseignements de la science des sondages, signifie que les personnes concernées nourrissent de très sérieux doutes. Enfin, 24 % des sondés avouaient sans détour n'avoir aucune confiance dans la capacité du gouvernement à régler les problèmes. Et en toute logique, dans le même sondage, seuls 22 % des Allemands se disaient d'accord avec le cap politique poursuivi par la chancelière en la matière. C'est là un degré de confiance exceptionnellement faible, surtout au vu du niveau de popularité toujours très élevé de la chancelière.

... nourrie par l'expérience sur le terrain

L'impression qu'ont beaucoup d'Allemands que le gouvernement ne parvient pas à contrôler la situation n'est pas seulement alimentée par la relation qu'en font les médias, elle se nourrit aussi de leur propre vécu. En octobre 2015, 86 % des Allemands disaient que, ces derniers temps, des réfugiés avaient été accueillis dans leur région, 50 % allant jusqu'à dire que ces réfugiés étaient nombreux. Près des trois quarts (72 %) de ces mêmes personnes affirmaient que l'accueil des réfugiés dans leur région pose problème. Mais quand on leur

demande de nommer concrètement ces problèmes, il apparaît que, même dans le contexte tendu de l'automne 2015, il n'y a plus guère de trace de cette agressivité qui sous-tendait les réponses de tant de sondés dans les années 1992 et 1993. En effet, quand on leur a posé la question, 67 % des personnes interrogées ont dit qu'il n'y avait pas assez de places pour les accueillir conformément à la dignité humaine, et que c'était le nombre de réfugiés en tant que tel qui expliquait ce problème. 14 % ont dit savoir qu'il y avait eu des conflits entre différents groupes de réfugiés. Très peu de sondés en revanche ont affirmé que les réfugiés manquaient de politesse, qu'ils avaient trop de prétentions, ou que la criminalité augmentait de leur fait.

Les Allemands sont toujours aussi profondément disposés à faire un pas vers les réfugiés et même à prendre fait et cause pour eux dans l'espace public. En juin 2014, l'Institut IfD avait demandé : « *Imaginons qu'il soit question de construire ici, dans votre commune, un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. A la suite de protestations contre ce centre, un mouvement de défense du projet s'est monté. Seriez-vous prêt à apporter votre soutien et votre signature à cette initiative citoyenne, ou ne le seriez-vous pas ?* ». A l'époque, 24 % des personnes interrogées se déclaraient prêtes à la soutenir ; un an plus tard, ce taux est passé à 31 %, avant de gagner encore plusieurs points de pourcentage (voir graphique 2).

Le soutien aux réfugiés en hausse

Graphique 2. Les Allemands sont de plus en plus disposés à se mobiliser pour les réfugiés.

Question : « *Imaginons qu'il soit question de construire ici, dans votre commune, un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. A la suite de protestations contre ce centre, un mouvement de défense du projet s'est monté. Seriez-vous prêt à apporter votre soutien et votre signature à cette initiative citoyenne, ou ne le seriez-vous pas ?* ».

Allensbacher Archiv, IfD-Umfragen n° 11015, 11039, juin 2014 et mai 2015.

Source :

On trouve d'autres indices confirmant la volonté des Allemands de venir en aide aux réfugiés dans les réponses à la question suivante : « *Trouvez-vous que c'est bien que soient accueillis des réfugiés dans votre région, ou trouvez-vous que ce n'est pas bien ?* ». En octobre 2015, 47 % des personnes interrogées trouvent que c'était bien – et ce, malgré toutes les difficultés que cela entraîne, et dont la plupart ont connaissance. Ce taux est certes inférieur de sept points de pourcentage à celui du mois précédent, mais il n'en constitue pas moins une nette majorité relative. Seulement une personne interrogée sur quatre ne trouve pas bien l'accueil de réfugiés dans son entourage immédiat. Très révélateurs sont également les taux de réponse sur l'engagement personnel des Alle-

mands : toujours en octobre 2015, tout de même 8 % des sondés affirment qu'ils se sont personnellement engagés au cours des mois précédents pour venir en aide aux réfugiés, et 33 % d'entre eux ont dit connaître dans leur entourage immédiat quelqu'un qui s'est ainsi engagé.

« Culture de l'accueil »

Ces quelques chiffres mettent en évidence combien sont présents dans l'opinion allemande les éléments constitutifs de cette « culture de l'accueil » (« *Willkommenskultur* ») si souvent invoquée dans le débat public. Remarquable en tout cas est le fait que, malgré des doutes évidents et une profonde angoisse, une part croissante de la population est disposée à accepter dans son entourage les personnes qui y cherchent refuge.

La peur de l'Orient en Occident

Cette ouverture d'esprit mérite d'autant plus d'être relevée qu'il faut s'attendre à ce que l'intégration de nombre de ces personnes cherchant refuge en Allemagne se révélera plus difficile sur le long terme que celle des réfugiés ayant afflué par le passé. Cela tient moins à leur nombre qu'au fait que la plupart d'entre eux sont issus du monde arabe, et de nombreux autres, des Etats musulmans d'Afrique du Nord. Car même en admettant que les réfugiés s'efforcent majoritairement de bien s'intégrer dans la société allemande, ce sont les Allemands qui devraient souvent éprouver des difficultés à les accepter durablement comme voisins et concitoyens.

Les grands bouleversements de l'histoire laissent dans les civilisations de profondes empreintes qui les marquent longtemps au-delà de leurs conséquences politiques immédiates. Parfois, ils marquent même les mentalités sur plusieurs siècles. Ainsi, l'écho de la guerre de Trente Ans (1618-48) et des horribles dévastations laissées par un conflit sans pareil entre protestants et catholiques reste perceptible aujourd'hui encore dans d'innombrables manifestations folkloriques, chansons ou coutumes populaires. Et même le *limes*, cette frontière de l'Empire romain en Europe, resurgit toujours dans les sondages menés aux fins de comparaisons internationales. En ce qui concerne les orientations politiques et les valeurs de la société, les peuples de ces pays qui appartenaient à l'Empire romain voici deux millénaires se distinguent aujourd'hui encore sur de nombreux points de ceux qui vivent au nord de ce *limes* culturellement et politiquement si déterminant durant des siècles (ou de ces régions dont la population romaine a été chassée au cours des grandes invasions barbares). Ces différences perdurent, indépendamment de l'influence que peuvent avoir la confession des personnes interrogées ou l'état actuel de leur économie.

Le siège de Vienne en 1529
a laissé une empreinte durable

Au nombre de ces grands événements dans l'histoire des mentalités qui ont profondément creusé les différences figure le conflit qui a opposé pendant de nombreux siècles l'Orient et l'Occident. Régulièrement, il ressort ainsi par exemple des sondages sur l'intégration européenne que l'écrasante majorité des Allemands est opposée à l'intégration de la Turquie dans l'UE, et ce à l'évidence non pas parce que les Allemands seraient particulièrement hostiles à la Turquie, ni encore moins par des considérations d'ordre géopolitique, mais parce que, aux yeux de la plupart d'entre eux, la Turquie ne fait tout simplement pas partie de l'Europe. La part de ceux qui, en 2008, affirmaient que la Turquie est un pays européen, se situait à 18 %. Tout porte à croire que l'idée selon laquelle le monde islamique et l'Occident sont des cultures que tout oppose est profondément ancrée dans l'inconscient des Allemands. Rien, durant leurs plus violents conflits religieux du XVII^e siècle, n'a suscité un tel élan d'unité que le cri d'alarme lancé en 1529 lorsque les armées de l'Empire ottoman s'installèrent aux portes de Vienne. Ce siège était synonyme de la menace que fait peser l'Orient sur l'Occident. « Les autres », ce sont toujours depuis lors « les Turcs », et avec eux, l'ensemble du monde musulman.

C'est elle que PEGIDA
cherche à récupérer

Ce n'est donc pas un hasard si le nouveau mouvement anti-islam qui a suscité tant d'attention dans l'espace public au tournant 2014/2015, avait pris pour nom

Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes (PEGIDA), autrement dit : Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident. Dans le débat médiatique sur ce mouvement, on s'est souvent demandé pourquoi PEGIDA, dont les adhérents se recrutent surtout dans une Allemagne de l'est largement athée, se réclame de l'Occident chrétien. Or cette question repose sur un malentendu. Car, en l'occurrence, il ne s'agit pas de religion, mais de tradition culturelle ou civilisationnelle. En se baptisant ainsi, le mouvement cherche à récupérer à son profit des peurs ancestrales profondément enfouies dans la mémoire collective.

C'est cette empreinte historique qu'il faut garder à l'esprit quand on se penche sur le rapport des Allemands à l'islam. Les sondages représentatifs menés à ce propos par l'Institut Ifd révèlent à quel point la population allemande est ballotée entre des sentiments contradictoires. Nombreux sont ceux qui s'efforcent d'avoir une approche différenciée de ceux parmi eux qui sont de confession musulmane. Bien que, pour l'essentiel d'entre eux, côtoyer des musulmans fasse partie de la normalité quotidienne, depuis au moins une quinzaine d'années, leur sentiment prédominant de méfiance et d'altérité n'a guère varié.

La vision de l'islam communément partagée en Allemagne est catastrophique. Lors d'un sondage effectué par l'IfD en mai 2015, il avait été demandé aux personnes interrogées de choisir, dans une liste de 24 caractéristiques, celles qui, à leur sens, sont typiques pour l'islam. 84 % d'entre elles affirment que c'est la discrimination de la femme, 75 % le respect aveugle de principes religieux ancestraux, et 68 % le fanatisme et le radicalisme. Par ailleurs, de nettes majorités se dégagent pour reconnaître à l'islam une propension au prosélytisme (62 %), à la violence (58 %), un penchant pour la vengeance et la loi du talion (57 %), ainsi que la volonté de puissance politique (54 %). Seulement 12 % des personnes interrogées associent avec l'islam amour du prochain, 11 % charité et 5 % ouverture d'esprit et tolérance.

Pourtant, dans le même temps, la population allemande est loin d'incriminer globalement les musulmans pour le comportement violent de certains d'entre eux. Une des questions posées par l'IfD en novembre 2012 était formulée ainsi : « *Les avis sont très partagés sur la question de savoir si l'islam représente une menace ou non. Quel est votre avis : l'islam est-il une menace en tant que tel ou est-ce qu'une menace émane seulement de certains groupes d'islamistes radicalisés ?* » Près des trois quarts des Allemands (74 %) répondirent que, selon eux, seuls certains groupes radicalisés représentent une menace. Et même après les attentats commis à Paris le 13 novembre 2015, rien n'incite à penser que les Allemands aient foncièrement changé d'opinion ; en tout cas, celle-ci n'a pas évolué significativement depuis le début des années 2000 et les attentats du 11 septembre 2001 à New York.

Dès lors, les Allemands ne ressentent guère le besoin de lutter activement ou par des actes de violence contre une progression de l'islam en Allemagne. En revanche, ils ressentent majoritairement un vague malaise. Une des questions posées en novembre 2012 était la suivante : « *Quand vous entendez quelqu'un dire : 'Certes, c'est un choix personnel qui ne me regarde pas, mais quand je vois, ici en Allemagne, des femmes porter le foulard, cela ne me plaît pas'. Ressentez-vous la même chose ou, au contraire, non ?* ». Une majorité relative de 47 % des sondés a répondu ressentir la même chose, 34 % disant que non. Mais il faut relever que, dans l'ouest de l'Allemagne, où la part de la population issue des pays musulmans est largement plus élevée qu'à l'est, avec 48 %, les sondés étaient un peu plus nombreux qu'à l'est (45 %) à exprimer leur malaise. Il semblerait donc que l'irritation ressentie ou non face à des femmes voilées n'ait aucun lien avec l'habitude qu'on a d'en voir ou non, mais bien plus avec le fait que le ressenti de l'altérité perdure au-delà de l'expérience.

En toute conséquence, la population allemande réagit avec une totale incompréhension aux diverses déclarations politiques tentant de considérer l'islam

Une vision contradictoire de l'islam

Pas d'amalgame entre islam et terroristes

Mais un ressenti de l'altérité

Pour beaucoup d'Allemands, l'islam ne fait pas partie de l'Allemagne

comme partie intégrante de la culture et civilisation allemandes. Les réponses des sondés à la question qui leur demandait si « *l'islam fait aujourd'hui partie de l'Allemagne* » sont exemplaires à cet égard. Cette formulation, reprise par la suite par la chancelière Angela Merkel, avait été utilisée par le président de la République, Christian Wulff, dans son discours prononcé le 3 octobre 2010 à l'occasion du 20^e anniversaire de l'Unité allemande ; elle avait provoqué d'intenses controverses dans l'espace public. Bien que ce plaidoyer émane du sommet de l'Etat, et bien que les Allemands aient dans l'ensemble confiance dans leurs institutions, il n'est guère partagé. A la question : « *Quand quelqu'un vous dit : 'Aujourd'hui, l'islam fait partie de l'Allemagne', êtes-vous d'accord ou pas d'accord ?* », tout juste 22 % des personnes interrogées ont répondu « d'accord » en mai 2015. Près des deux tiers, soit 63 %, ne l'étaient pas.

A relever que ce refus est partagé par toutes les catégories de la population. Les Allemands de l'est sont 75 % à réfuter l'idée que l'islam fait partie de l'Allemagne ; c'est plus que les Allemands de l'ouest, certes, mais ces derniers sont tout de même 60 % à se dire « *pas d'accord* ». Certes, les jeunes se montrent plus ouverts que les plus âgés, mais même dans cette catégorie, le refus l'emporte nettement avec 55 % des réponses (contre 35 % seulement de « *d'accord* »). Et même chez les partisans des Verts, un parti qui se caractérise pourtant par son ouverture foncière aux migrants, une majorité relative pense que l'islam ne fait pas partie de l'Allemagne (voir tableaux 3 et 4).

Tableau 3. L'islam fait-il partie de l'Allemagne ?

Question : « <i>Quand quelqu'un vous dit : 'Aujourd'hui, l'islam fait partie de l'Allemagne', êtes-vous d'accord ou pas d'accord ?</i> »					
Réponses	Σ population	16-29 ans	30-34 ans	35-49 ans	60 ans et plus
D'accord	22 %	35 %	24 %	21 %	14 %
Pas d'accord	63 %	55 %	60 %	61 %	71 %
Indécis, nsp	15 %	10 %	16 %	18 %	15 %
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Quelle: Allensbacher Archiv, IfD-Umfrage n° 11039, mai 2015.

Tableau 4. L'islam fait-il partie de l'Allemagne ?

Question : « <i>Quand quelqu'un vous dit : 'Aujourd'hui, l'islam fait partie de l'Allemagne', êtes-vous d'accord ou pas d'accord ?</i> »					
Réponses	Partisans...	CDU/CSU	SPD	Die Grünen	Die Linke
D'accord		16 %	22 %	40 %	23 %
Pas d'accord		69 %	59 %	49 %	70 %
Indécis, nsp		15 %	19 %	11 %	7 %
		100 %	100 %	100 %	100 %

Quelle: Allensbacher Archiv, IfD-Umfrage n° 11039, mai 2015.

Il ne faut pas prendre à la légère de tels résultats car ils permettent de comprendre pourquoi non seulement certains groupes d'immigrés, mais aussi, malgré la meilleure volonté du monde, de larges pans de la population autochtone connaissent d'importantes difficultés d'intégration. Elles ne sont nullement l'indice d'une nouvelle violence xénophobe, mais au contraire la résultante des profondes empreintes laissées par la civilisation occidentale. Lorsque l'afflux actuel des réfugiés aura perdu son caractère massif, les prolongements psychosociaux de l'histoire culturelle préoccuperont l'Allemagne pendant longtemps encore.

A CONSIDÉRER GLOBALEMENT LA PROBLÉMATIQUE ACTUELLE DES MIGRANTS en Allemagne, on constate que les réfugiés affluent massivement dans une société d'une remarquable stabilité et qui, contrairement à ce qui était le cas au cours des décennies précédentes, est aujourd'hui confiante en elle-même et forte d'une grande sérénité. Les exactions inquiétantes qui accompagnent l'arrivée

des migrants, tels les incendies criminels récurrents des centres d'accueil projetés ou les manifestations xénophobes de PEGIDA, ne sont, du moins pour l'instant, que le fait d'individus isolés ou de groupuscules en marge de la société.

Dans sa grande majorité, la société allemande considère certes l'afflux des réfugiés avec inquiétude, mais pour la plupart des Allemands, c'est le côté humain de cette problématique qui prévaut. Malgré tous les fossés culturels qui les séparent des nouveaux arrivants, malgré toutes leurs inquiétudes, ils acceptent l'installation de ces étrangers dans leur entourage immédiat – du moins pour l'instant. Actuellement, dans la perception allemande, la question des réfugiés se pose avant tout comme un défi concret d'ordre purement pratique, laissant peu d'espace aux débats de société de nature théorique. Les centaines de milliers de réfugiés sur lesquels porteraient de tels débats se trouvent déjà dans le pays, et dès lors, il serait oiseux de se demander si cette migration est souhaitable ou non. Il s'agit bien plutôt de résoudre des problèmes comme celui de savoir comment on peut le plus vite possible trouver pour les arrivants un hébergement durable avant que l'hiver ne s'installe et que les tentes des camps de réfugiés ne soient inhabitables. Ou comment inscrire les enfants dans les écoles, comment répartir intelligemment les arrivants à travers tout le pays, et comment gérer au mieux administrativement les innombrables demandes d'asile.

Qu'il convienne de traiter les réfugiés avec tous les égards dus à la personne humaine est une évidence même pour l'écrasante majorité des Allemands ; et cette attitude leur vient d'autant plus aisément que, dans la plupart des régions d'Allemagne, ils ont acquis une longue et riche expérience au cours des vagues migratoires précédentes. Or ce sont justement tous ces défis pratiques et concrets de l'accueil auxquels l'Allemagne est confrontée qui font apparaître actuellement les limites du possible : dans de nombreuses communes, et depuis des mois, l'enseignement sportif n'est plus assuré par les écoles, les gymnases servant de centre d'accueil pour les réfugiés ; la production de meubles ne parvient plus à couvrir la demande de lits...

Quand des millions de personnes fuient les dictatures et les guerres civiles au Proche-Orient et en Afrique du Nord, c'est l'Europe dans son entier qui est appelée à apporter des solutions. L'Allemagne et la Suède ne pourront pas, durablement, maîtriser à elles seules ces phénomènes migratoires. C'est là une mission paneuropéenne. Et une épreuve dans laquelle l'Union européenne ne pourra s'affirmer que solidairement – faute de quoi elle échouera en tant que communauté solidaire.

Traduction : I. Bourgeois

Indications bibliographiques

- **ESCHER F.**, « Die brandenburgisch-preußische Residenz und Hauptstadt Berlin im 17. und 18. Jahrhundert », in **RIEBE W. (Hrsg.)**, *Geschichte Berlins*, vol. 1, Munich, 1987
- **HENSEN J.**, « Zur Geschichte der Aussiedler- und Spätaussiedleraufnahme », in **BERGNER C., WEBER M. (Hrsg.)**, *Aussiedler- und Minderheitenpolitik in Deutschland. Bilanz und Perspektiven*, Munich, 2009
- **HILDEBRAND K.**, « Von Erhard zur großen Koalition 1963-1969 », in *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland*, vol. 4, Stuttgart/Wiesbaden, 1984
- **KÖCHER R.**, « Kontrollverlust - die Besorgnis der Bürger wächst », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21 octobre 2015
- **PETERSEN T.**, « Une nouvelle identité allemande? », in **BOURGEOIS I. (dir.)**, *Allemagne, les chemins de l'Unité. Reconstruction d'une identité en douze tableaux*, Cergy-Pontoise, 2011
- **PETERSEN T.**, « Flucht und Vertreibung aus Sicht der deutschen, polnischen und tschechischen Bevölkerung », Bonn, Haus der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland, 2005
- **SCHWARZ H.-P.**, « Die Ära Adenauer. Gründerjahre der Bundesrepublik 1949-1957 », in *Geschichte der Bundesrepublik Deutschland*, vol. 2, Stuttgart/Wiesbaden, 1981
- **WULFF C.**, « Vielfalt schätzen - Zusammenhalt fördern », discours du président de la République prononcé à Brême à l'occasion du 20^e anniversaire de l'Unité allemande, 3 octobre 2010 (www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Christian-Wulff/Reden/2010/10/20101003_Rede.html)
- **ZIEMANN B., TENFELDE K.**, « Die Entwicklung der Städte bis zum Ersten Weltkrieg », in **TENFELDE K., URBAN T. (Hrsg.)**, *Das Ruhrgebiet. Ein historisches Lesebuch*, vol. 1, Essen, 2010.